

Chlorpyrifos : les dangers ignorés d'un pesticide toxique

Associé notamment à des déficits de QI chez l'enfant, cet insecticide est toujours autorisé malgré des études accablantes. Son processus de renouvellement dans l'UE arrive à son terme. Il vole en moyenne 2,4 points de quotient intellectuel (QI) à chaque enfant européen. Il contamine notre vie quotidienne. D'abord pulvérisé sur les cultures pour éliminer pucerons ou chenilles, le chlorpyrifos poursuit son existence sous la forme de traces dans les oranges, les pommes, la laitue, l'urine des enfants et le cordon ombilical des femmes enceintes.

Censé remplacer le DDT et ses effets délétères en 1965, le produit de la firme Dow endommage le cerveau des enfants. Les éléments scientifiques sont accablants: la Commission européenne s'apprête à proposer son retrait. Déjà, huit pays européens n'autorisent plus le chlorpyrifos pour un usage agricole. Depuis 2016, la France ne permet plus qu'une exception sur l'épinard. Mais il est toujours en usage à La Réunion.

Mis au point comme gaz innervant pendant la seconde guerre mondiale, les organophosphorés, dont fait partie le chlorpyrifos, ont ensuite été adaptés pour tuer les insectes à des doses plus économiques. L'insecticide est un inhibiteur de la choline-estérase, ainsi qu'un perturbateur endocrinien qui interagit avec l'axe thyroïdien, comme l'a démontré une équipe française. Or, les hormones thyroïdiennes jouent un rôle essentiel dans le développement du cerveau foetal. Un déficit hormonal chez la mère peut entraîner des retards mentaux chez l'enfant : le chlorpyrifos cambriole le cerveau des enfants.

Les données viennent d'études menées aux Etats-Unis sur de longues durées. Une exposition au chlorpyrifos ou à d'autres organophosphorés, avant la naissance ou dans les mois qui suivent, est associée à des déficits de QI allant jusqu'à 7 points pour les enfants exposés, à un retard de développement mental, une mémoire de travail réduite, des troubles de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité.

Menée en Californie et publiée en mars, la dernière étude montre une augmentation de la fréquence de l'autisme et de lésions cérébrales précoces chez des enfants exposés avant et après la naissance. Facteur déterminant : leurs mères vivaient à moins de 2 km d'un lieu de pulvérisation. Depuis, la Californie a annoncé son intention d'interdire l'insecticide. Cinq autres Etats veulent lui emboîter le pas (Hawaï, Oregon, New York, Connecticut, New Jersey). Si la molécule est toujours autorisée au niveau fédéral, c'est parce que l'administration Trump en a décidé ainsi.

Plus impressionnant: les dégâts du chlorpyrifos sur le cerveau se voient à l'oeil nu. En 2012, l'équipe de Virginia Rauh à l'université Columbia (New York) avait utilisé l'IRM pour examiner les cerveaux de quarante enfants âgés de 6 à 11 ans. Plus ils avaient été exposés pendant la grossesse, plus l'épaisseur de leur cortex cérébral était amoindrie.

Des dommages aussi spectaculaires ont un impact à grande échelle. L'exposition à la famille des pesticides organophosphorés est associée à 13 millions de points de QI perdus, 59.300 cas de déficience intellectuelle par an en Europe, 146 milliards d'euros de coût par an à la société.

Le feuilleton du glyphosate avait tenu le monde en haleine jusqu'à la reconduction de son homologation dans l'UE pour cinq ans, fin 2017. C'est maintenant le tour du chlorpyrifos, cet inconnu. Son sort doit être scellé avant le 31 janvier 2020. Le sera-t-il?

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
D'après Cash Investigation, Le Monde et Charlie-Hebdo